

2016-2024

L'abolitionnisme comme mise en abyme d'une politique réactionnaire globale

Travailleur·ses du sexe, nous sommes le miroir des tendances politiques. Aux intersections de plusieurs luttes et réalités sociales, nous sommes aussi vulnérables que fort·es de nos expériences. Nous sommes une communauté internationale.

Une loi qui régit nos réalités quotidiennes a été votée le 13 avril 2016. Une loi qui pénalise nos clients. Une loi qui criminalise toute entraide entre TDS et nous menace d'accusation de proxénétisme. Une loi qui a changé radicalement l'activité. Une loi qui permet de maintenir une pression policière permanente, une loi qui nous oblige à nous cacher, qui nous rend plus isolé·es et exposé·es. Sous peine d'être coupable, de voir nos clients arrêtés, de nous faire agresser. Pourtant, la Cour des Droits de l'Homme a reconnu en août 2023 aux 261 TDS qui ont porté plainte contre la France, l'impact négatif de la loi sur leurs conditions de vie. Faut-il encore en tirer leçon.

Les TDS sur le territoire français, sont cerné·es. Par de faux imaginaires qui les desservent, par des policiers peu scrupuleux, par des négociateurs qui ont remplacé les clients, par des refus incessants de dépôt de plainte au commissariat ou au difficile, voire impossible, accès à la santé. Pourtant, quand vient l'heure de se défendre, elles sont solidaires, marchant contre la loi immigration à Paris, ou contre l'expulsion de leurs rues à Lyon, au printemps dernier. Les rejoindre, c'est rejoindre la convergence des luttes féministes, antiracistes. Un sursaut face à la bourgeoisie haut placée, qui parle de nous sans nous, voulant nous sauver sans jamais vouloir connaître nos visages ni entendre nos voix.

Car nos habitudes font trembler leurs châteaux, remettent en cause leurs frontières, se jouent des limitations du genre et exposent les desseins misogynes et transphobes des puissants. Et si chacun·e a sa destinée propre, nos solidarités sont le reflet de ce qu'il y a de plus fort : une mise en commun d'outils de subsistances, un langage en mouvement qui est l'écho de nos argots craints du pouvoir actuel. De la cellule carcérale à la couche extra-conjugale, les espaces de lutte nous habitent au plus intime. C'est en nous sculptant fort·es de nos principes dans nos territoires de traverses, de la taille d'un lit, qu'alors il nous est possible de nous projeter par-delà les montagnes. Nos sensibilités sont travaillées, pendant nos heures d'activités. Nos sœurs nous racontent *le pays*, pendant la pause.

Oui, les guerres et génocides nous concernent. D'autant plus quand ils sont armés par le même gouvernement qui voudrait nous voir, *nous-mêmes*, disparaître, tous·tes d'un seul coup. Nous laissant alors une place exotique dans un film, où à côté de la Rom nous sommes la tragique joie dansante. Un musée où, comme les bijoux des juif·ves indigènes algérien·nes ou les trésors du Bénin, on nous veut désincarné·es. Nous rejetons les colonialités qui voudraient mettre au pas nos gestes et nos organisations communautaires.

Quartier de femmes, quartier populaire, quartier d'activité non reconnue... Les quartiers et appartements de *prostitution* sont hors cadre, hors morale, hors contrôle. Il y a donc tout à y apprendre. Les anciennes partagent aux nouvelles, l'auto-organisation s'y expérimente, et presque tous·tes soutiennent des familles entières. C'est un terrain d'expérience de l'entraide, de la débrouille, mais aussi d'un combat de fiertés, transmis à chaque génération. Avant de changer les enjeux mondiaux, où les impérialismes dénaturent les terres avec leurs politiques d'expropriation qui pousse les personnes sur les chemins de l'exil et de la migration, c'est à l'échelle du quartier qu'un nouveau monde se construit. Rien d'étonnant d'y voir les JO comme excuse, pour nettoyer les créatures des *bas-fonds*, des sous-bois, à la peau trop foncée ; pour paralyser l'activité, couper

les vivres, tenter d'annihiler l'expérience commune d'un corps social sans tête ni programme. C'est de toute une culture vivante dont il s'agit.

Une culture que la politique actuellement en place veut abolir, prétendument pour notre bien. A coups de sifflets ou à coups de lois, dans leur plan tout est bon pour faire place nette. Descente et contrôles ciblés, harcèlement policier, arrestations massives... ignorant des mortes qui enterrent leurs noms avec elles. Alors même que la loi faite sans les concerné·es nous affaiblit, au point de choisir d'attendre le client au lieu de chercher son traitement, sans que d'autres solutions ne soient proposées, nous n'avons jamais d'interlocuteurs. La lutte de Lyon Gerland l'a démontré : de la Coupe du Rugby jusqu'aux Jeux Olympiques, la gentrification de l'arrondissement industriel sert la politique raciste locale et nationale. La lutte contre les *réseaux*, contre l'exhibitionnisme, contre les fragiles sachets de plastiques décorant le sol... sont des détournements narratifs pour éviter de parler avec les concerné·es. A Paris, les JOP permettront de maintenir la pression une fois terminés. Comme avec la loi immigration, les TDS sont aux premières lignes. Même victimes de traite humaine, elles sont alors réduites au sujet victimaire, à chasser, à expulser. Des chiffres dans un dossier. Une double peine comme violence étatique.

Mères isolées, migrantes sans papiers, pédé jeunes majeurs, étudiant·es arrivées d'ailleurs, personnes trans combattives, aide-soignantes de la cinquantaine, séropo en tournée... Nos communautés sont inclusives et apprenantes. Communautés du vivant, communauté pour la vie, nous chantons :

Non à la criminalisation du travail du sexe !

Non à la guerre ! Contre nous ici, et nos sœurs ailleurs !

Non au génocide en Palestine !

S'attaquer à l'une c'est s'attaquer à tous·tes!

Contre la violence d'état, soyons allié·es!

TDS contre les Guerres
tdscontrelesguerres@proton.me



TRAVAILLEUSES DU SEXE POUR LA DÉCRIMINALISATION

**LE 18 MARS, CELA FAIT UN AN QUE LE TRAVAIL DU
SEXE EST DÉCRIMINALISÉ EN BELGIQUE.**

NOUS VOULONS LA DÉCRIMINALISATION DU TRAVAIL DU SEXE EN FRANCE.

NOUS SOMMES DES FEMMES.

Nous donnons de l'amour et nous accueillons la misère, la colère, la tristesse. Nous la transformons.

Nous aimerions être soutenues par les femmes comme nous les soutenons.

Nous nous inscrivons dans le mouvement féministe. Nous appelons à la solidarité de toutes les femmes.

Comme les grands méchants loups, il y a les grandes méchantes putes. La population se referme dans le mythe. Mais le petit peuple, nos clients, ils nous connaissent. La prostitution n'est pas interdite: ce sont nos clients qui sont pénalisés depuis 2016.

Les agresseurs se disent que, si nous disparaissions, personne nous cherchera. Nous sommes obligées de nous cacher de la famille car il y a des jugements permanents. Nous sommes objectivées: objets de dégoût, fétichisées, exotisées. Mais non écoutées. Nous ne sommes pas traitées comme des être humains. Cependant, nous voudrions pouvoir parler de notre expérience.

Il ne s'agit plus, pour nous, de continuer à compter nos mortes et livrer les comptes à l'État. Le système se construit sur ces mortes. Un frère mort de froid à l'arrêt de bus, une seringue dans le bras, ou après une garde-à-vue, nos soeurs qui ne sont pas emmenées aux urgences, qui se font tirer dessus, qui sont insultées par des médecins.

CONTRE L'EXPLOITATION SALARIALE ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

Vous comparez le Travail du Sexe à de l'exploitation, mais n'est-ce pas vendre son corps toute la journée au patron jusqu'à une petite retraite que d'être travailleur aujourd'hui? Vendre son temps, son énergie, sa vie?

Aujourd'hui, si nous nous blessons, nous ne pouvons ni travailler correctement ni prétendre à un arrêt maladie. Notre vigilance baissée, nous nous faisons plus facilement agresser. Tout le monde s'aligne sur l'inflation, mais nous ne pouvons pas. Soit les clients ont peur de la loi, soit ils manquent d'argent.

LES LOIS SONT MISOGYNES ET VIOLENTES

Une copine disait au café: "On arrive à avoir de l'argent grâce à qui on est: l'intelligence émotionnelle, toutes les compétences qu'on développe, notre corps... et ils n'ont pas d'emprise sur nous, sur notre corps, sur notre intelligence. Et ça les énerve. Les frustrer. Car ils sont misogynes. L'État nuit aux femmes."

Contre les guerres.

Contre la répression.

Contre les inégalités.

Contre l'exploitation salariale et
l'exploitation sexuelle.

Ni salons, ni prison!

DECRIMINALISATION!

Travailleuses Du Sexe contre les guerres

Whores against war

Travailleuses du sexe, nous sommes reléguées aux bords de la société, de la santé, des études, de l'accès au droit, mais aussi reléguées aux abords des mouvements de lutte. Pourtant, nous sommes partout. Infirmières, assistantes sociales, éducatrices spécialisées (quand blanche et précaire), en cuisine (lorsque trans et racisées), aide soignante dans les Ehpad ou femme de ménage (mamans racisées)... Les métiers féminins se sont précarisés et le TDS a augmenté. La criminalisation du client nous force à nous cacher, et augmente le risque d'agression.

Pourtant, ailleurs dans le monde, les TDS luttent avec force, et nous inspirent. Au Kenya, en Inde, en Floride, en République dominicaine... et forment des communautés féministes de terrain.

Nous sommes une communauté internationale, nos groupes d'amiEs sont internationaux. Notre métier est international, nos luttes sont internationales. Certaines ont traversé les frontières pour les études, d'autres par un parcours si difficile, et il faut quand même l'expliquer sans cesse aux autorités en espérant recevoir l'asile. L'économie occidentale est responsable de ce déplacement de destins, d'exploitation sexuelle ou salariale.

A New York ou a Londres, en Australie, des travailleuses du sexe défilent pour dénoncer les impôts utilisés pour fabriquer des bombes, qui tuent tout un peuple à Gaza. C'est le premier grand mouvement globale anti-impérialiste depuis des dizaines d'années: il nous faut nous en saisir, avec sincérité, vulnérabilité, féminisme, solidarité.

La France est complice. Comme au Congo, comme au Mali. En Palestine, « ce sont des animaux, il faut les exterminer jusqu'au dernier », phosphore blanc, famine forcée, hépatite A dans l'eau, hommes fusillés, enfants amputés, membres disloqués, chevaux éradiqués. Les gens mangent de l'herbe.

Nous sommes putes et nous disons tout haut: la FRANCE ARME un génocide.
Ce ne sera pas avec notre argent. Thales, Exxelia, Safran, sont des entreprises de mort.

Rien de surprenant de la part d'un Etat qui ne protège même pas les prostituées, les personnes littéralement les plus précaire du domaine économique? Tout comme l'état criminalise le tapin, nous voyons comme il criminalise toute pensée, effort, débat, qui remettrait en cause L'Habitude Coloniale et par extension, l'esclavage, et la possibilité génocidaire. Car ce qui se passe la bas, est rêvé importé ici, ou des jeunes racisés sont déjà exécutés par la police.

Depuis l'intimité nous parlons avec la clientèle : tout le monde est en colère.

Les problèmes ne sont pas les immigrés, mais bien la gouvernement, qui nous vole et exploite. L'attaque en Ukraine, débutée il y a 10 ans, a eu des conséquences directes sur les femmes Rom de Roumanie. L'inflation y est si forte qu'il faut choisir entre manger et se chauffer. Et ici, elles sont chassées et maltraitées. A Mayotte, les TDS ont vu l'eau coupée cet été et leurs logements expulsés. L'accès aux traitements contre le VIH est de plus en plus compliqué.

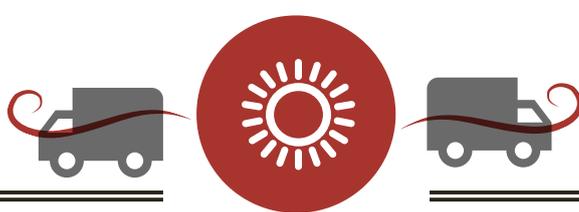
L'an passé le mouvement social était énorme. Nous devons mettre en commun nos méthodes de luttes afin de ne pas laisser deux mouvements séparés, marqué par un écart racial, se former: le point commun est le gouvernement, qui nous exploite d'une part et arme un nettoyage ethnique de l'autre. Le rythme de la guerre nous fait oublier nos propres mesures de luttes. Ne perdons pas le nord. La Palestine est une boussole.

Nous n'admettons pas la normalisation du discours génocidaire.

L'état patriarcal est un état qui pousse le peuple à la guerre.

Féministes! N'ayons pas peur d'aller au fond des choses! Le suprémacisme blanc ne doit pas passer!

De l'argent pour la santé! Pas pour les armes!
Putes, fières, solidaires, par-delà les frontières



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE GERLAND-STADE LYON
FÉVRIER 2023

COMMUNIQUÉ

DES TRAVAILLEUSES DU SEXE EN CAMION

Nous sommes les travailleuses du sexe du stade de Gerland. Nous sommes comme vous des femmes, des mères et des filles. Nous aussi nous travaillons dans des conditions pénibles et luttons pour soutenir nos familles, nous aussi nous sommes parents.

Nous venons de pays pauvres où l'éducation et la santé ne sont pas gratuites. Par notre travail ici nous payons là-bas les études, les soins, les médicaments, le loyer et la nourriture de nos enfants et de nos parents. Par notre travail ici nous espérons pouvoir un jour payer notre propre retraite. Nous empêcher de travailler c'est nous condamner à la misère.

Nous sommes mises en danger par les journalistes. Ils viennent nous prendre en photo et en vidéo sans demander notre accord, et font circuler les images sur les réseaux sociaux où nous pouvons être reconnues, harcelées, menacées, faire l'objet de chantage ou reniées par la famille. Nous ne voulons pas que nos familles et nos enfants nous reconnaissent et prennent connaissance de notre travail. Parfois même des drones circulent et nous surveillent.

Il n'y a pas "une centaine de camionnettes" et donc de travailleuses comme le disent les journaux. Certaines d'entre-nous travaillent le jour, d'autres travaillent de nuit. Les femmes travaillant la nuit ne sont pas visibles des enfants. Quand il y a beaucoup d'enfants au stade, la plupart des femmes couvrent leurs vitres pour ne pas être visibles. Si nous laissons nos camionnettes vides dans la rue du stade de Gerland, même en dehors de nos horaires de travail, c'est parce que lorsque nous nous garons ailleurs nos camionnettes sont enlevées par la fourrière.

Nous sommes opprimées par la police. Les policiers montent dans nos camionnettes pour sortir nos clients, ils leur mettent des amendes. Ils bloquent la circulation, nous harcèlent verbalement, et nous empêchent de travailler.

Nous sommes attaquées par des adolescents. Ils viennent après minuit en groupe, nous demandent des prestations alors qu'ils sont mineurs, ils nous insultent, nous crachent dessus, nous jettent des bouteilles vides de protoxyde d'azote et brisent nos vitres.

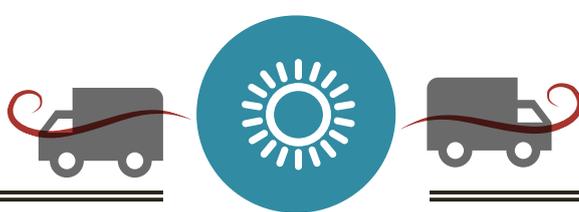
NOUS DEMANDONS

- Que les journalistes cessent de nous prendre en photo et en vidéo.
- Que cesse le survole de drones sur la zone
- Que cessent les pressions et le harcèlement policier
- Que soient installées des douches et des toilettes publiques près de notre lieu de travail et davantage de poubelles.
- Une retraite pour toutes afin de pouvoir vieillir dignement.

NOUS PROPOSONS

- Nous sommes disposées à payer les impôts sur le revenu si cessent les harcèlements- et qu'on cesse de nous empêcher de travailler en attaquant nos clients.
- Nous sommes disposées à collaborer concernant les horaires et les jours pour que les enfants ne soient pas affectés par notre présence.
- Nous sommes disposées à faire une réunion avec la police.
- Nous nous tenons pleinement à disposition pour que notre travail n'affecte pas vos vies quotidiennes.

Nous invitons "le collectif des parents" à nous rencontrer lors d'une réunion.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE GERLAND-STADE LYON

11 AVRIL 2023

second COMMUNIQUÉ

DES TRAVAILLEUSES DU SEXE EN CAMION

Nous sommes les Travailleuses du Sexe de Gerland-stade.

Nous sommes des femmes, des mères, des soutiens pour notre famille.

Aujourd'hui nous apprenons, qu'en vue des jeux de septembre, nous devons partir dans deux semaines.

Deux semaines cela fait court pour nous organiser.

Quelle est votre solution? Nous envoyer dans des lieux toujours plus loin, toujours plus dangereux? Ici, nous nous faisons moins agressées qu'ailleurs.

Si vous voulez nous bouger, trouvez une solution! Un endroit stable, et protégé.

Nous étions d'accord pour négocier nos horaires.

L'association Cabiria était déjà en discussion avec la mairie.

- Quelle est la raison soudaine de notre expulsion?
- Sur quel fondement juridique?
- A-t-on le droit, nous aussi, à la protection, quand nous sommes agressées?
- Où allons-nous aller?
- Pourquoi n'acceptez-vous pas notre proposition de ne travailler seulement la nuit?
Pourquoi? Pourquoi?

Bouger nous affecte économiquement pendant au moins 3 mois. Et cela devient alors plus difficile de refuser les négociateurs.

Trouvez-nous un endroit pérenne et sûr.

Si nous n'avons nulle part où aller, devons nous venir travailler devant la Préfecture?

Alors écoutez-nous s'il vous plaît, nous sommes disposées à discuter, à négocier.

Aujourd'hui comme demain.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE GERLAND-STADE LYON

19 AVRIL 2023

troisième COMMUNIQUÉ

DES TRAVAILLEUSES DU SEXE EN CAMION

Nous sommes les travailleuses du sexe de Gerland.

Nous sommes en lutte depuis janvier 2023.

MISE AU POINT

Nous sommes les travailleuses du sexe du stade de Gerland. Nous sommes comme vous des femmes, des mères et des filles. Nous aussi nous travaillons dans des conditions pénibles et luttons pour soutenir nos familles, nous aussi nous sommes parents.

Nous venons de pays pauvres où l'éducation et la santé ne sont pas gratuites. Par notre travail ici nous payons là-bas les études, les soins, les médicaments, le loyer et la nourriture de nos enfants et de nos parents

Nous n'avons pas de retraite. Par notre travail ici nous espérons pouvoir un jour payer notre propre retraite. Nous empêcher de travailler c'est nous condamner à la misère.

Il n'y a pas « une centaine de camionnettes » et donc de travailleuses comme le disent les journaux. Certaines d'entre nous travaillent le jour, d'autres travaillent de nuit. Les femmes travaillant la nuit ne sont pas visibles des enfants. Quand il y a beaucoup d'enfants au stade, la plupart des femmes couvrent leurs vitres pour ne pas être visibles.

Si nous laissons nos camionnettes vides dans la rue du stade de Gerland, même en dehors de nos horaires de travail, c'est parce que lorsque nous nous garons ailleurs nos camionnettes sont enlevées par la fourrière.

Même devant notre domicile.

Nous étions en négociations avec la mairie et le collectif des parents des enfants du stade et avons aménagé nos horaires depuis le mois de février. Le « collectif des parents » refuse toujours de nous parler. Nous sommes déçues et angoissées pour notre futur.

Nous avons dû nous constituer en Assemblée Générale et sortir des communiqués pour être écoutées. Car nous ne sommes pas reconnues comme interlocutrices.

Depuis plusieurs semaines la police nationale nous harcèle pour décourager les clients.

La Coupe de Rugby en septembre et les Jeux Olympiques 2024 sont prévus et sont l'excuse de notre expulsion

Le 5 avril la Préfecture annonce notre expulsion avant la fin du mois. La Préfecture affirme que cela est faux. Mais pas de nouvelles depuis. La police continue d'harcèler les clients alors même qu'ils savent que nous devons partir. Pourquoi continuer?

Au Ninkasi, plus loin de la plaine des jeux, une douzaine de camionnettes ont été emmenées par la fourrière la semaine dernière. Pourquoi? Elle étaient garées!

Où devons-nous aller? Pourquoi ne pas accepter qu'on aménage nos horaires de nuit et la journée nous partons? Quel autre lieu, avec de la lumière la nuit et sans arrêtés municipaux la journée?

Nous voulons au moins 1 mois et demi avant l'expulsion. Nous voulons une réponse claire. Notre présent, et notre avenir, sont en jeu. Les proxénètes sont la Mairie avec les arrêtés municipaux, et la fourrière. Cela est notre réalité. Nous sommes des personnes.